

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government  
Services Canada/Réception des soumissions  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

Room 100,  
167 Lombard Ave.  
Winnipeg  
Manitoba  
R3B 0T6  
Bid Fax: (204) 983-0338

Request For a Standing Offer

Demande d'offre à commandes

National Master Standing Offer (NMSO)

Offre à commandes principale et nationale (OCPN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and  
Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer  
on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et  
Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente,  
une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés  
énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Western  
Region  
Room 100  
167 Lombard Ave.  
Winnipeg  
Manitoba  
R3B 0T6

<b>Title - Sujet</b> Generators and Trailer	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W168A-16KM13/A	<b>Date</b> 2017-06-02
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W168A-16KM13	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$WPG-010-10237
<b>File No. - N° de dossier</b> WPG-6-39259 (010)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2017-07-17</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Central Daylight Saving Time CDT	
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Maki, Christie	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> wpg010
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (204)891-6126 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (204)983-7796
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE SUPPLY SECTION BLDG 593 DENWOOD Alberta T0B1B0 Canada	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## TABLE DES MATIÈRES

<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>3</b>
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE .....	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
<b>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....</b>	<b>4</b>
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	4
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	4
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE .....	4
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES .....	6
2.5 LOIS APPLICABLES .....	6
<b>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....</b>	<b>7</b>
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES .....	7
<b>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....</b>	<b>8</b>
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION .....	8
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION .....	8
<b>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>8</b>
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE.....	9
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	9
<b>PARTIE 6– OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....</b>	<b>10</b>
<b>A. OFFRE À COMMANDES.....</b>	<b>10</b>
6.1 OFFRE.....	10
6.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	10
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	10
6.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES .....	11
6.5 RESPONSABLES.....	11
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES .....	12
6.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS .....	12
6.8 INSTRUMENT DE COMMANDE .....	12
6.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES .....	12
6.10 LIMITATION FINANCIÈRE.....	13
6.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS .....	13
6.12 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	13
6.13 LOIS APPLICABLES .....	13
<b>B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>13</b>
6.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	14
6.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	14
6.3 DURÉE DU CONTRAT.....	14
6.4 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES .....	14
6.5 PAIEMENT .....	16

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W168A-16KM13/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W168A16KM13

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
wpg-6-39259

Buyer ID - Id de l'acheteur  
wpg010  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

6.6	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	17
6.7	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	17
6.8	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i> .....	17
<b>ANNEXE A</b> .....		<b>18</b>
	ÉNONCÉ DES TRAVAUX .....	18
<b>ANNEXE B</b> .....		<b>25</b>
	BASE DE PAIEMENT .....	25
<b>ANNEXE C</b> .....		<b>38</b>
	RAPPORT D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES .....	38
<b>ANNEXE D</b> .....		<b>39</b>
	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	39
<b>ANNEXE E DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES</b> .....		<b>40</b>
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	40

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1.1 Introduction**

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- |          |   |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;   |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;  |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;   |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;  |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires: comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;  |
| Partie 6 | 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent :<br><br>6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;<br><br>6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation et toute autre annexe.

### **1.2 Sommaire**

Le ministère de la Défense nationale (MDN), Denwood, Alberta, a besoin d'une offre à commandes individuelle et régionale (OCIR) pour assurer la fourniture de l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux, des outils, de l'équipement, du transport et de la supervision nécessaires à la location et à l'entretien connexe de génératrices et de projecteurs montés sur remorques de différentes dimensions (puissances) au besoin. Cet équipement sera nécessaire pendant les exercices militaires en Alberta et pour répondre à d'éventuelles situations d'urgence au Canada. Les besoins concernent surtout la base des Forces canadiennes (BFC) de Wainwright, mais également la garnison d'Edmonton ou d'autres endroits en Alberta. La durée de l'offre à commandes (OC) sera de trois ans à compter de la date d'attribution (approximativement le 27 juillet 2017), et le Canada se réserve l'option irrévocable de prolonger l'OC d'un maximum de deux périodes consécutives d'un an.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

### 1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

### 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2017-04-27) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

#### 2.1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

[M0019T](#) Prix et(ou) taux fermes (2007-05-25)

### 2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

### 2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

### Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

#### **Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui ( ) Non ( )

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

#### **Directive sur le réaménagement des effectifs**

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui ( ) Non ( )

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

## **2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 10 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

## **2.5 Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur au Manitoba et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

## **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

### **3.1 Instructions pour la préparation des offres**

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (1 copie papier)

Section II : offre financière (1 copie papier)

Section III: attestations (1 copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **Section I : Offre technique**

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

#### **Section II : Offre financière**

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

##### **3.1.1 Paiement électronique de factures - offre**

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe E Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.



Si l'annexe E Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

### 3.1.2 Fluctuation du taux de change

[C3011T](#) (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

### Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

## PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

#### 4.1.1 Évaluation technique

##### 4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

- a) capacité d'accomplir l'ampleur du travail tel que décrit dans l'annexe A.
- b) disposition de prix ferme pour tous les éléments dans l'annexe B base de paiement.

#### 4.1.2 Évaluation financière

##### 4.1.2.1 Évaluation du prix-offre

Clause du Guide des CCUA [M0220T](#) (2016-01-28), Évaluation du prix

### 4.2 Méthode de sélection

#### 4.2.1 Méthode de sélection- critères techniques obligatoires seulement

Clause du *Guide des CCUA* [M0031](#) (2007-05-25), Méthode de sélection- critères techniques obligatoires seulement

## PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

## **5.1 Attestations exigées avec l'offre**

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

### **5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction**

Conformément à la *[Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html)* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter avec son offre la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

## **5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires**

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

### **5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée**

Conformément à la *[Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html)* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

### **5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre**

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » ) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web *[d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848)* ([http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu\\_travail/droits\\_personne/equite\\_emploi/programme\\_contrats\\_federaux.page?&\\_ga=1.152490553.1032032304.1454004848](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848)).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure

dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

Le Canada aura aussi le droit de résilier la commande subséquente pour manquement si l'entrepreneur ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

L'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation](#) remplie avant l'émission de l'offre à commandes. Si l'offrant est une coentreprise, l'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

## **PARTIE 6– OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **A. OFFRE À COMMANDES**

#### **6.1 Offre**

**6.1.1** L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe A.

#### **6.2 Exigences relatives à la sécurité**

**6.2.1** L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

#### **6.3 Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

##### **6.3.1 Conditions générales**

[2005](#) (2016-04-04), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

##### **6.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports**

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe C. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
- Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
- Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
- Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 10 jours civils suivant la fin de la période de référence.

#### **6.4 Durée de l'offre à commandes**

##### **6.4.1 Période de l'offre à commandes**

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du environ 21 juillet 2017 au 20 juillet 2020.

##### **6.4.2 Prolongation de l'offre à commandes**

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une 3 périodes supplémentaire, de 1 année, à partir d'environ 21 juillet 2020 jusqu'au 20 juillet 2021 et 21 juillet 2021 jusqu'au 20 juillet 2022, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 10 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

##### **6.4.4 Points de livraisons**

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe «A» de l'offre à commandes.

#### **6.5 Responsables**

##### **6.5.1 Responsable de l'offre à commandes**

Le responsable de l'offre à commandes est :

Christie Maki  
p.i. Spécialiste en approvisionnements  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
167, ave Lombard, pièce 100, Winnipeg (MB) R3B 0T6

Téléphone : (204) 891-6126  
Télécopieur : (204) 983-7796  
Courriel : christie.maki@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute

question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

### 6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

### 6.5.3 Représentant de l'offrant

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

### 6.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

### 6.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est Le ministère de la Défense nationale (MDN), garnison Wainwright.

### 6.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942 ou DND626, Commande subséquente à une offre à commandes ou un document électronique.

### 6.9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 150,000.00\$ (taxes applicables incluses).

## 6.10 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant a déterminé \$, (taxes applicables exclues) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 3 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

## 6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2016-04-04), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010C (2016-04-04) Conditions générales- services (complexité moyenne);
- e) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe B, Base de paiement;
- g) l'Annexe C Rapport D'utilisation De L'Offre À Commandes;
- h) l'Annexe E Exigences en matière d'assurance;
- i) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_.

## 6.12 Attestations et renseignements supplémentaires

### 6.12.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

## 6.13 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur au Manitoba et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

## 6.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

## 6.2 Clauses et conditions uniformisées

### 6.2.1 Conditions générales

[2010C](#) (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, de [2010C](#) (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

## 6.3 Durée du contrat

### 6.3.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au à détermine inclusivement

### 6.3.2 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

## 6.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

### Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou

- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

#### **Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

#### **Directive sur le réaménagement des effectifs**

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;



- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

## **6.5 Paiement**

### **6.5.1 Base de paiement- Prix unitaire fermes**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes précisés dans l'annexe B, selon un montant total de \$ insérer le montant au moment de l'attribution du contrat. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

### **6.5.2 Limitation des dépenses**

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de a déterminé \$, (taxes applicables exclues) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 3 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

### **6.5.3 Paiement unique**

Clause du Guide des CCUA [H1000C](#) (2008-05-12) Paiement Unique

### **6.5.4 Clauses du *Guide des CCUA***

[A9117C](#) (2007-11-30) T1204- demande directe du ministère client

### **6.5.5 Paiement électronique de factures – commande subséquente**

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;

- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

## 6.6 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
  - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

## 6.7 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

## 6.8 Clauses du *Guide des CCUA*

A9062C (2011-05-16) Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes  
B1501C (2006-06-16) Appareillage électrique  
B7500C (2006-06-16) Marchandises excédentaires  
D0018C (2007-11-30), Livraison et déchargement

## **ANNEXE A**

### **ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

Le ministère de la Défense nationale (MDN), Denwood, Alberta, a besoin d'une offre à commandes individuelle et régionale (OCIR) pour assurer la fourniture de l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux, des outils, de l'équipement, du transport et de la supervision nécessaires à la location et à l'entretien connexe de génératrices et de projecteurs montés sur remorques de différentes dimensions (puissances) au besoin. Cet équipement sera nécessaire pendant les exercices militaires en Alberta et pour répondre à d'éventuelles situations d'urgence au Canada. Les besoins concernent surtout la base des Forces canadiennes (BFC) de Wainwright, mais également la garnison d'Edmonton ou d'autres endroits en Alberta.

Une urgence est définie comme une réparation ou le remplacement d'appareils de chauffage afin de maintenir des conditions de vie convenables dans les tentes-hôpitaux, les dortoirs, les salles à manger ou les tentes-cuisines, ainsi que dans toute tente servant d'abri d'urgence pour protéger la santé et la sécurité du personnel pendant une urgence, comme l'a déclaré le MDN.

#### **Équipement :**

L'entrepreneur doit être en mesure de fournir les articles suivants :

1. Génératrices de 500 kW
2. Génératrices de 100 kW
3. Génératrices de 75 kW
4. Génératrices de 50 kW
5. Génératrices de 30 kW
6. Génératrices de 20 kW
7. Génératrices de 10 kW
8. Projecteurs de 15 kW montés sur remorques
9. Projecteurs de 5 kW montés sur remorques
10. D'autres accessoires connexes, comme des cordons d'alimentation supplémentaires, des unités de distribution de l'énergie, des réservoirs de carburant supplémentaires, etc. peuvent être nécessaires à l'occasion.

Tout l'équipement doit être conforme aux spécifications de rendement minimales obligatoires et aux exigences minimales relatives aux stocks, décrites en détail à l'appendice 1, Matrice de conformité du stock minimal obligatoire.

#### **Spécifications de rendement minimales obligatoires :**

##### **Les génératrices (sauf celles de 10 kW) doivent :**

1. Être munies d'un système de refroidissement (par air ou par liquide);

2. Inclure un réservoir de carburant d'au moins 757 litres (200 gallons) (ou avoir la capacité de fonctionner continuellement pendant 24 h) logé dans un petit abri de type « niche pour chien »;
3. Avoir une capacité électrique de départ de 110 ou 220 volts;
4. Être montées sur patins et logées de façon écologique;
5. Pouvoir être munies de systèmes triphasés de 600 V, 480 V et 208 V (toutes les génératrices d'au moins 20 kW);
6. Pouvoir être munies d'une prise de courant verrouillable de 100 A, 600 V, 4 fils, 4 pôles;
7. Pouvoir être munies de prises de courant à verrou rotatif à quatre (4) dents de 30 A, 125-250 V;
8. Pouvoir être munies de prises de courant à verrou rotatif à cinq (5) dents de 30 A, 120-208 V;
9. Pouvoir être munies de deux (2) cordons à extrémités mâles à verrou rotatif à quatre (4) dents de 30 A, 125-250 V;
10. Pouvoir être munies de deux (2) cordons à extrémités mâles à verrou rotatif à cinq (5) dents de 30 A, 120-209 V;
11. Pouvoir être munies de deux (2) cordons à extrémités mâles à verrou rotatif à quatre (4) dents de 30 A, 120-250 V, 4 fils, 4 pôles;
12. Avoir deux (2) tiges de mise à la terre, en plus d'un fil de mise à la terre.

**Les génératrices de 10 kW doivent être configurées comme suit :**

1. Montées sur patins et inclure un contenant écologique pour prévenir les déversements de fluide;
2. Un crochet équilibré sur le dessus de l'unité ou des insertions de chariot élévateur de chariot élévateur sous l'unité pour permettre le mouvement d'un chariot élévateur;
3. Un silencieux;
4. Un centre de distribution d'alimentation complet à 4 fils, triphasé, avec des prises de courant doubles résistantes aux intempéries, 2 x 15 A, 125 V;
5. Une prise électrique triphasée de 30 A, 120/208 V, résistante aux intempéries.

**Projecteurs montés sur remorques**

Les projecteurs montés sur remorques doivent être configurés comme suit :

1. Inclure un montant, des projecteurs et un groupe électrogène;
2. Être autonome (la génératrice ne doit pas avoir besoin d'une source d'alimentation externe);
3. La puissance de sortie ne doit pas être inférieure à cinq (5) kW avec les petites remorques;
4. La puissance de sortie ne doit pas être inférieure à quinze (15) kW avec les grosses remorques;
5. Chaque lampe doit avoir quatre (4) ampoules de 1 000 W par luminaire de type halogénure métallisé;
6. L'unité doit pouvoir être remorquée par un véhicule commercial de 1 000 kg (1 tonne) muni d'un crochet (attelage ou boule de remorque);
7. La fréquence de la génératrice doit être de 60 Hz et peut être de 120/240 V c.a., pourvu que la prise de mise à la terre soit de 110 V;
8. Le réservoir de carburant des unités doit contenir suffisamment de carburant pour assurer un fonctionnement continu durant au moins dix (10) heures;
9. La longueur des unités (y compris la barre de remorquage) doit permettre le remorquage sur une chaussée standard;
10. La hauteur de chaque unité ne doit pas dépasser 20 mètres (66 pieds).

## DOCUMENTS À L'APPUI EXIGÉS

L'entrepreneur doit se respecter les exigences minimales relatives aux stocks et fournir les documents à l'appui, comme il est décrit en détail à l'appendice 1, Matrice de conformité du stock minimal obligatoire.

### Responsabilités du ministère de la Défense nationale

Le ministère de la Défense nationale doit :

1. Informer l'entrepreneur des besoins prévus au moins trois semaines à l'avance;
2. Aviser l'entrepreneur aussi vite que possible en cas d'urgence;
3. Fournir les spécifications de la tension requise au moment de la commande;
4. Être responsable de l'équipement perdu ou endommagé pendant la période de location, à moins qu'il ait été déterminé que les dommages proviennent du fonctionnement défectueux de l'unité louée;
5. Tous les jours, vérifier la température, les niveaux d'huile du moteur et signaler toute fuite d'huile ou de carburant à l'entrepreneur dans les 24 heures;
6. Enlever les tiges de mise à la terre (en les tirant du sol) à la fin des exercices.

### Responsabilités de l'entrepreneur

1. Assurer la livraison et le ramassage des unités; la livraison comprendra le déchargement, le chargement et toute installation initiale requise sur place;
2. Effectuer toutes les réparations et l'entretien des unités pendant la période de location;
3. Remplacer par une unité équivalente ou meilleure toute unité de location jugée hors service pendant quatre (4) heures ou plus dans les vingt-quatre (24) heures de l'avis;
4. Fournir un représentant du service disponible vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours par semaine pendant la période de location lorsqu'il y a huit (8) unités ou plus sur place;
5. Fournir une ligne de communication directe avec le représentant du service;
6. Fournir un camion à plateforme avec cylindre et treuil sous tension pendant que le représentant du service est sur place (pour l'enlèvement de toute unité hors service);
7. Fournir au moins trente (30) projecteurs montés sur remorque en tout temps.

### Livraisons sur place

Les secteurs géographiques couverts par la livraison sur place s'établissent comme suit :

**Adresse de la garnison de Wainwright** : Approvisionnement/commande d'achat sur place (CAP), Bâtiment 593, Garnison de Wainwright, Denwood (Alberta), plus un rayon de 50 km de la base.

**Adresse de la garnison d'Edmonton** : 1<sup>er</sup> Bataillon des services, Cie Appro, Service central de transport du matériel, Bâtiment 236, porte 6, Valour Road et Rhine Road, Edmonton (Alberta), plus un rayon de 50 km de la base.

- L'entrepreneur doit assurer la livraison, le déchargement et l'assemblage de tout ce qui est demandé au site précisé dans la commande subséquente à l'offre à commandes. Une fois la période de location terminée, l'entrepreneur doit charger et ramasser tous les appareils aux emplacements des commandes initiales.
- Si un remplacement ou des réparations sont nécessaires, les unités de remplacement doivent être livrées et déchargées au même emplacement que la commande initiale, sauf s'il y a une entente entre l'entrepreneur et le MDN.

#### **Locations à l'extérieur**

- À l'occasion, des livraisons pourraient s'avérer nécessaires ailleurs en Alberta. Ces situations exceptionnelles découleraient d'exigences opérationnelles d'urgence à la suite de catastrophes naturelles (feux de forêts, inondations, tempêtes de verglas, etc.).
- Les frais de location et de livraison à l'extérieur des secteurs géographiques établis (Wainwright ou Edmonton) correspondront aux tarifs de location et de livraison du secteur géographique le plus près de la destination.
- Le MDN transportera à l'occasion des unités à l'extérieur du secteur géographique établi.

#### **Entretien et réparations**

##### **Délais d'intervention**

##### **Huit (8) génératrices et projecteurs montés sur remorques sur place ou plus**

Huit (8) unités ou plus sur place : dans les deux (2) heures suivant la réception de l'avis du responsable des lieux du MDN, l'entrepreneur lui indiquera le délai estimé pour commencer les travaux d'entretien ou de réparation. Ce délai ne doit pas dépasser 24 heures à compter de l'accusé de réception de l'avis.

##### **Moins de huit (8) génératrices et projecteurs montés sur remorques sur place**

Moins de huit (8) unités sur place : dans les deux (2) heures suivant la réception de l'avis du responsable des lieux du MDN, l'entrepreneur lui indiquera le délai estimé pour commencer les travaux d'entretien ou de réparation. Ce délai ne doit pas dépasser 36 heures à compter de l'accusé de réception de l'avis.

##### **Réparations ou remplacements d'urgence**

Situations d'urgence (habituellement liées aux intempéries) : dans les deux (2) heures suivant la réception de l'avis du responsable des lieux du MDN, l'entrepreneur lui indiquera le délai estimé pour commencer les travaux d'entretien ou de réparation. Ce délai ne doit pas dépasser 8 heures à compter de l'accusé de réception de l'avis.

#### **Instructions générales**

1. À l'intérieur des limites du camp, l'entrepreneur et ses employés seront sujets à toutes les ordonnances établies par les responsables du camp du MDN.
2. Les déplacements dans le camp seront sujets à toutes les restrictions imposées par le responsable du site.
3. Les heures normales de travail sont de 7 h 30 à 16 h, du lundi au vendredi. Le responsable du site doit autoriser par écrit tout travail exécuté en dehors des heures normales de travail.

4. Les frais de carburant ne font pas partie de la présente convention d'offre à commandes et ne seront ni facturés ni payés dans le cadre de l'offre à commandes.
5. Utilisation : L'utilisation prévue sera la plus importante au cours des exercices d'entraînement du printemps (avril, mai et juin) et de l'automne (septembre, octobre et novembre). Le MDN a estimé les besoins en fonction des deux principaux exercices annuels; un au printemps et un à l'automne, comptant chacun jusqu'à 10 000 soldats, possiblement avec jusqu'à 200 génératrices de différentes dimensions (puissances) et jusqu'à 200 projecteurs montés sur remorques sur place pendant chaque exercice. Toutefois, il pourrait y avoir des besoins moins importants au cours de l'année.
6. L'entrepreneur doit présenter ses factures dans les trente (30) jours du dernier jour de la période de location. Chaque facture doit indiquer si elle couvre une période de location partielle ou définitive. Les taxes applicables doivent être indiquées séparément dans toutes les factures, ainsi que les numéros d'inscription correspondants émis par les autorités fiscales.
7. L'entrepreneur doit présenter ses factures établissant les coûts de réparation ou de remplacement liés aux dommages ou à la perte dont le MDN est responsable, dans les 30 jours suivant le dernier jour de la période de location.
8. L'entrepreneur doit veiller au transport sécuritaire de toutes les marchandises en provenance ou en direction de son point de départ et, à cette fin, respecter toutes les normes, lois et politiques du ministère provincial de la Voirie et du Transport.

#### **Réparations aux génératrices en raison du mauvais usage ou d'une négligence du MDN**

Des réparations aux génératrices louées dans le cadre de la présente offre à commandes pourraient être requises. Ce service ne s'applique qu'aux réparations de l'équipement endommagé ou perdu par le MDN pendant la période de location par suite directe d'un acte de négligence ou d'une mauvaise utilisation par le personnel du MDN. Le MDN ne paiera pas les réparations de problèmes imputables à des unités louées, endommagées ou défectueuses. Le MDN doit recevoir les factures pour les réparations ou les remplacements dans les 30 jours suivant le dernier jour de la période de location, indiqué dans la commande correspondante.

#### **Adresses de facturation**

Il faut envoyer les factures au bureau du MDN qui soumet la commande subséquente à une offre permanente.

#### **BFC de Wainwright :**

**Approvisionnement/CAP, Bâtiment 593  
Garnison de Wainwright  
Denwood (Alberta) T0B 1B0**

OU

#### **Garnison d'Edmonton :**

**1<sup>er</sup> Bataillon des services, factures de la Cie Appro  
Case postale 10500, Station Forces  
Edmonton (Alberta) T5J 4J5  
[edmsupplycoyfactures@forces.gc.ca](mailto:edmsupplycoyfactures@forces.gc.ca)**

## Appendice 1 – Matrice de conformité du stock minimal obligatoire

1. Les soumissionnaires doivent clairement démontrer la conformité à chaque exigence obligatoire relative aux stocks. Ils doivent démontrer la conformité de l'article à chacune des spécifications dans la Matrice de conformité en indiquant si l'article « satisfait » ou « ne satisfait pas » au critère en question.
2. Les soumissionnaires doivent fournir les documents à l'appui pour montrer que leurs stocks répondent aux besoins du MDN. Ils doivent fournir, à la date de clôture de la demande de soumissions, les documents techniques à l'appui, y compris, mais sans s'y limiter, les fiches de spécifications, les brochures techniques, les copies d'écran de l'inventaire, les catalogues, les photographies ou les illustrations fournies avec la soumission à la date de clôture de la demande de soumissions.
3. Il appartient aux soumissionnaires de s'assurer que les documents techniques à l'appui soumis fournissent les détails qui prouvent que les articles proposés satisfont aux exigences relatives aux stocks. S'il n'existe de pas de documents techniques à l'appui publiés, le soumissionnaire doit préparer une narration écrite complète avec une explication détaillée de la façon dont leur soumission démontre la conformité.
4. Si les documents à l'appui susmentionnés n'ont pas été fournis à la date de clôture de la demande de soumissions, l'autorité contractante avisera le soumissionnaire qu'il doit les transmettre dans les deux jours ouvrables suivant l'avis. Le défaut de répondre à la demande dans ce délai aura comme conséquence que la soumission sera déclarée non recevable et qu'elle ne sera pas étudiée plus avant.

N°	Description des spécifications de rendement	Spécification de rendement : Le soumissionnaire doit indiquer « satisfait » ou « ne satisfait pas ».	Spécification offerte : Le soumissionnaire doit inscrire dans cette colonne la quantité de chaque article qu'il a normalement en stock.	Renvoi : Dans cette colonne, le soumissionnaire doit indiquer à quel endroit dans son document technique justificatif se trouve la spécification de rendement.
1	Doit maintenir un stock d'au moins 10 génératrices de 10 kW			
2	Doit maintenir un stock d'au moins 10 génératrices de 20 kW			
3	Doit maintenir un stock d'au moins 20 génératrices de 30 kW			
4	Doit maintenir un stock d'au moins 15 génératrices de 50 kW			



Solicitation No. - N° de l'invitation  
W168A-16KM13/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W168A16KM13

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
wpg-6-39259

Buyer ID - Id de l'acheteur  
wpg010  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

5	Doit maintenir un stock d'au moins 5 génératrices de 75 kW			
6	Doit maintenir un stock d'au moins 5 génératrices de 100 kW			
7	Doit maintenir un stock d'au moins 5 génératrices de 500 kW			
8	Doit maintenir un stock d'au moins 40 projecteurs de 15 kW montés sur remorque			
9	Doit maintenir un stock d'au moins 40 projecteurs de 5 kW montés sur remorque			



## **BARÈME DE PRIX 1**

Pour la location de génératrices et de projecteurs montés sur remorques à livrer à la garnison de Wainwright du MDN à Denwood (Alberta). Le secteur géographique de couverture de la livraison correspond aux installations situées dans la BFC de Wainwright, plus un rayon de 50 km de la base.

Tarif de l'année 1 de l'offre à commandes – En vigueur à compter de la date de l'attribution de l'offre à commandes jusqu'au 20 juillet 2018 (date approx.). Pour les installations situées dans la BFC de Wainwright, plus un rayon de 50 km de la base.						
Art.	Description	Unité de distribution	Prix unitaire (a)	Utilisations annuelles prévues (b)	Prix unitaire ferme Tarif hebdomadaire (7 jours) (non évalué)	Total multiplié (a) x (b)
1	Génératrice de 10 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
2	Génératrice de 20 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
3	Génératrice de 30 kW	Par mois	_____ \$/mois	20 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
4	Génératrice de 50 kW	Par mois	_____ \$/mois	15 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
5	Génératrice de 75 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
6	Génératrice de 100 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
7	Génératrice de 500 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
8	Projecteur de 15 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
9	Projecteur de 5 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
10	Tarif du km*	Par km	_____ \$/km	100 km		
<b>SOUS-TOTAL DE LA LOCATION, PRIX DE L'ANNÉE 1 (A)</b>						

\*Tarif du km pour la livraison, FACTURABLE SEULEMENT lorsque l'article est livré à l'extérieur d'un rayon de 50 km de la BFC Wainwright.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W168A-16KM13/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W168A16KM13

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
wpg-6-39259

Buyer ID - Id de l'acheteur  
wpg010  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Offre à commandes, prix de l'année 2 – En vigueur du 21 juillet 2018 au 20 juillet 2019 (dates approx.). Pour les installations situées dans la BFC de Wainwright, plus un rayon de 50 km de la base.						
Art.	Description	Unité de distribution	Prix unitaire (a)	Utilisations annuelles prévues (b)	Prix unitaire ferme Tarif hebdomadaire (7 jours) (non évalué)	Total multiplié (a) x (b)
1	Génératrice de 10 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
2	Génératrice de 20 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
3	Génératrice de 30 kW	Par mois	_____ \$/mois	20 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
4	Génératrice de 50 kW	Par mois	_____ \$/mois	15 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
5	Génératrice de 75 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
6	Génératrice de 100 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
7	Génératrice de 500 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
8	Projecteur de 15 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
9	Projecteur de 5 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
10	Tarif du km*	Par km	_____ \$/km	100 km		
SOUS-TOTAL DE LA LOCATION, PRIX DE L'ANNÉE 2 (B)						

\*Tarif du km pour la livraison, FACTURABLE SEULEMENT lorsque l'article est livré à l'extérieur d'un rayon de 50 km de la BFC Wainwright.

Offre à commandes, prix de l'année 3 – En vigueur du 21 juillet 2019 au 20 juillet 2020 (dates approx.). Pour les installations situées dans la BFC de Wainwright, plus un rayon de 50 km de la base.						
Art.	Description	Unité de distribution	Prix unitaire (a)	Utilisations annuelles prévues (b)	Prix unitaire ferme Tarif hebdomadaire (7 jours) (non évalué)	Total multiplié (a) x (b)
1	Génératrice de 10 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
2	Génératrice de 20 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
3	Génératrice de 30 kW	Par mois	_____ \$/mois	20 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
4	Génératrice de 50 kW	Par mois	_____ \$/mois	15 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
5	Génératrice de 75 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
6	Génératrice de 100 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
7	Génératrice de 500 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
8	Projecteur de 15 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
9	Projecteur de 5 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
10	Tarif du km*	Par km	_____ \$/km	100 km		
SOUS-TOTAL DE LA LOCATION, PRIX DE L'ANNÉE 3 (C)						

\*Tarif du km pour la livraison, FACTURABLE SEULEMENT lorsque l'article est livré à l'extérieur d'un rayon de 50 km de la BFC Wainwright.

Offre à commandes, prix de l'année d'option 1 – En vigueur du 21 juillet 2020 au 20 juillet 2021 (dates approx.). Pour les installations situées dans la BFC de Wainwright, plus un rayon de 50 km de la base.						
Art.	Description	Unité de distribution	Prix unitaire (a)	Utilisations annuelles prévues (b)	Prix unitaire ferme Tarif hebdomadaire (7 jours) (non évalué)	Total multiplié (a) x (b)
1	Génératrice de 10 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
2	Génératrice de 20 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
3	Génératrice de 30 kW	Par mois	_____ \$/mois	20 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
4	Génératrice de 50 kW	Par mois	_____ \$/mois	15 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
5	Génératrice de 75 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
6	Génératrice de 100 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
7	Génératrice de 500 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
8	Projecteur de 15 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
9	Projecteur de 5 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
10	Tarif du km*	Par km	_____ \$/km	100 km		
SOUS-TOTAL DE LA LOCATION, PRIX DE L'ANNÉE 1 (D)						

\*Tarif du km pour la livraison, FACTURABLE SEULEMENT lorsque l'article est livré à l'extérieur d'un rayon de 50 km de la BFC Wainwright.

Offre à commandes, prix de l'année d'option 2 – En vigueur du 21 juillet 2021 au 20 juillet 2022 (dates approx.). Pour les installations situées dans la BFC de Wainwright, plus un rayon de 50 km de la base.						
Art.	Description	Unité de distribution	Prix unitaire (a)	Utilisations annuelles prévues (b)	Prix unitaire ferme Tarif hebdomadaire (7 jours) (non évalué)	Total multiplié (a) x (b)
1	Génératrice de 10 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
2	Génératrice de 20 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
3	Génératrice de 30 kW	Par mois	_____ \$/mois	20 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
4	Génératrice de 50 kW	Par mois	_____ \$/mois	15 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
5	Génératrice de 75 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
6	Génératrice de 100 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
7	Génératrice de 500 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
8	Projecteur de 15 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
9	Projecteur de 5 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 4 mois	_____ \$/semaine	
10	Tarif du km*	Par km	_____ \$/km	100 km		
SOUS-TOTAL DE LA LOCATION, PRIX DE L'ANNÉE 2 (E)						

\*Tarif du km pour la livraison, FACTURABLE SEULEMENT lorsque l'article est livré à l'extérieur d'un rayon de 50 km de la BFC Wainwright.

## **BARÈME DE PRIX 2**

Pour la location de génératrices et de projecteurs montés sur remorques à livrer à la garnison d'Edmonton du MDN en Alberta. Le secteur géographique de couverture de la livraison correspond aux installations situées dans la BFC d'Edmonton, plus un rayon de 50 km de la base.

Tarif de l'année 1 de l'offre à commandes – En vigueur à compter de la date de l'attribution de l'offre à commandes jusqu'au 20 juillet 2018 (date approx.). Pour les installations situées dans la BFC d'Edmonton, plus un rayon de 50 km de la base.						
Art.	Description	Unité de distribution	Prix unitaire (a)	Utilisations annuelles prévues (b)	Prix unitaire ferme Tarif hebdomadaire (7 jours) (non évalué)	Total multiplié (a) x (b)
1	Génératrice de 10 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
2	Génératrice de 20 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
3	Génératrice de 30 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
4	Génératrice de 50 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
5	Génératrice de 75 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
6	Génératrice de 100 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
7	Génératrice de 500 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
8	Projecteur de 15 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
9	Projecteur de 5 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
10	Tarif du km*	Par km	_____ \$/km	100 km		
<b>SOUS-TOTAL DE LA LOCATION, PRIX DE L'ANNÉE 1 (F)</b>						

\*Tarif du km pour la livraison, FACTURABLE SEULEMENT lorsque l'article est livré à l'extérieur d'un rayon de 50 km de la garnison d'Edmonton.



Offre à commandes, prix de l'année 2 – En vigueur du 21 juillet 2018 au 20 juillet 2019 (dates approx.) Pour les installations situées dans la BFC d'Edmonton, plus un rayon de 50 km de la base.						
Art.	Description	Unité de distribution	Prix unitaire (a)	Utilisations annuelles prévues (b)	Prix unitaire ferme Tarif hebdomadaire (7 jours) (non évalué)	Total multiplié (a) x (b)
1	Génératrice de 10 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
2	Génératrice de 20 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
3	Génératrice de 30 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
4	Génératrice de 50 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
5	Génératrice de 75 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
6	Génératrice de 100 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
7	Génératrice de 500 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
8	Projecteur de 15 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
9	Projecteur de 5 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
10	Tarif du km*	Par km	_____ \$/km	100 km		
SOUS-TOTAL DE LA LOCATION, PRIX DE L'ANNÉE 1 (F)						

\*Tarif du km pour la livraison, FACTURABLE SEULEMENT lorsque l'article est livré à l'extérieur d'un rayon de 50 km de la garnison d'Edmonton.

Offre à commandes, prix de l'année 3 – En vigueur du 21 July 2019 au 20 July 2020 (dates approx.) Pour les installations situées dans la BFC d'Edmonton, plus un rayon de 50 km de la base.						
Art.	Description	Unité de distribution	Prix unitaire (a)	Utilisations annuelles prévues (b)	Prix unitaire ferme Tarif hebdomadaire (7 jours) (non évalué)	Total multiplié (a) x (b)
1	Génératrice de 10 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
2	Génératrice de 20 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
3	Génératrice de 30 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
4	Génératrice de 50 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
5	Génératrice de 75 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
6	Génératrice de 100 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
7	Génératrice de 500 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
8	Projecteur de 15 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
9	Projecteur de 5 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
10	Tarif du km*	Par km	_____ \$/km	100 km		
SOUS-TOTAL DE LA LOCATION, PRIX DE L'ANNÉE 1 (F)						

\*Tarif du km pour la livraison, FACTURABLE SEULEMENT lorsque l'article est livré à l'extérieur d'un rayon de 50 km de la garnison d'Edmonton.

Offre à commandes, prix de l'année d'option 1 – En vigueur du 21 juillet 2020 au 20 juillet 2021 (dates approx.) Pour les installations situées dans la BFC d'Edmonton, plus un rayon de 50 km de la base.						
Art.	Description	Unité de distribution	Prix unitaire (a)	Utilisations annuelles prévues (b)	Prix unitaire ferme Tarif hebdomadaire (7 jours) (non évalué)	Total multiplié (a) x (b)
1	Génératrice de 10 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
2	Génératrice de 20 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
3	Génératrice de 30 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
4	Génératrice de 50 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
5	Génératrice de 75 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
6	Génératrice de 100 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
7	Génératrice de 500 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
8	Projecteur de 15 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
9	Projecteur de 5 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
10	Tarif du km*	Par km	_____ \$/km	100 km		
SOUS-TOTAL DE LA LOCATION, PRIX DE L'ANNÉE 1 (F)						

\*Tarif du km pour la livraison, FACTURABLE SEULEMENT lorsque l'article est livré à l'extérieur d'un rayon de 50 km de la garnison d'Edmonton.

Offre à commandes, prix de l'année d'option 2 – En vigueur du 21 juillet 2021 au 20 juillet 2022 (dates approx.). Pour les installations situées dans la BFC d'Edmonton, plus un rayon de 50 km de la base.						
Art.	Description	Unité de distribution	Prix unitaire (a)	Utilisations annuelles prévues (b)	Prix unitaire ferme Tarif hebdomadaire (7 jours) (non évalué)	Total multiplié (a) x (b)
1	Génératrice de 10 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
2	Génératrice de 20 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
3	Génératrice de 30 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
4	Génératrice de 50 kW	Par mois	_____ \$/mois	10 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
5	Génératrice de 75 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
6	Génératrice de 100 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
7	Génératrice de 500 kW	Par mois	_____ \$/mois	5 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
8	Projecteur de 15 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
9	Projecteur de 5 kW monté sur remorque	Par mois	_____ \$/mois	40 unités x 1 mois	_____ \$/semaine	
10	Tarif du km*	Par km	_____ \$/km	100 km		
SOUS-TOTAL DE LA LOCATION, PRIX DE L'ANNÉE 1 (F)						

\*Tarif du km pour la livraison, FACTURABLE SEULEMENT lorsque l'article est livré à l'extérieur d'un rayon de 50 km de la garnison d'Edmonton.

### **BARÈME DE PRIX 3**

#### **RÉPARATIONS**

<p><b>Taux horaire</b></p> <p>Pour les réparations de l'équipement endommagé par le MDN pendant la période de location, conformément à l'annexe A, (sauf si les dommages sont causés par le mauvais fonctionnement de l'unité louée) par suite directe d'un acte de négligence ou d'une mauvaise utilisation par le personnel du MDN.</p> <p>Total multiplié = Taux horaire x utilisation estimée</p>					
Utilisation prévue	Taux horaire, offre à commandes, année 1	Taux horaire, offre à commandes, année 2	Taux horaire, offre à commandes, année 3	Taux horaire, offre à commandes, année d'option 1	Taux horaire, offre à commandes, année d'option 2
5 heures par année	_____ \$/heure	_____ \$/heure	_____ \$/heure	_____ \$/heure	_____ \$/heure
Total multiplié	\$	\$	\$	\$	\$
<p>Les matériaux et les pièces de rechange pour réparer ou remplacer les génératrices endommagées, conformément à l'annexe A (sauf ceux qui sont gratuits) facturés au coût en magasin de l'entrepreneur plus une majoration de _____ % sans excéder le prix de vente au détail conseillé par le fabricant.</p> <p>Le coût doit être appuyé par des copies des factures payées par l'entrepreneur présentées avec la facture. (Quantité estimée à 5 000 \$)</p> <p>Total multiplié par année = (majoration % X 5 000) + 5 000</p>					
Utilisation prévue	Majoration %, offre à commandes, année 1	Majoration %, offre à commandes, année 2	Majoration %, offre à commandes, année 3	Majoration %, année d'option 1	Majoration %, année d'option 2
5 000 \$ par année	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %
Total multiplié	\$	\$	\$	\$	\$

Le coût livré correspond aux dépenses engagées par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service donné pour revente au gouvernement. Cela comprend le prix facturé par l'entrepreneur (moins les remises), les frais de transport applicables, la différence de taux de change et les droits de douane et de courtage, mais pas les taxes de vente.

La majoration correspond à la différence entre le coût livré du fournisseur pour un produit ou un service et le prix de revente au gouvernement (excluant les taxes de vente), ce qui comprend le coût des services nécessaires, les coûts indirects applicables et le profit.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W168A-16KM13/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W168A16KM13

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
wpg-6-39259

Buyer ID - Id de l'acheteur  
wpg010  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

**SOUS-TOTAL pour les réparations =**

**Total multiplié for réparations + Totaux multipliés pour les matériaux et les pièces de rechange**

\_\_\_\_\_ \$ (sous-total K)

**PRIX TOTAL ÉVALUÉ : Sous-total A+B+C+D+E+F+G+H+I+J+K= \$** \_\_\_\_\_

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W168A-16KM13/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W168A16KM13

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
wpg-6-39259

Buyer ID - Id de l'acheteur  
wpg010  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## ANNEXE C

### RAPPORT D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES

Faire parvenir à:

L'ATTENTION DE : Christie Maki, Agente d'approvisionnements  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
167, av. Lombard, pièce 100  
Winnipeg, (MB) R3B 0T6  
Courriel : chrisite.maki@tpsgc-pwgsc.gc.ca

### RAPPORT SUR LE NOMBRE D'AFFAIRES CONCLUES AVEC LES MINISTÈRES OU ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

FOURNISSEUR: \_\_\_\_\_

N° DE L'OFFRE À COMMANDES : \_\_\_\_\_

MINISTÈRE OU ORGANISME: \_\_\_\_\_

PÉRIODE DE RÉFÉRENCE : \_\_\_\_\_

Élément n°	Description de la commande	Valeur de la commande	TPS/TVH
A) Valeur totale en dollars des commandes pour la période de référence:			
B) Commandes totales accumulées à ce jour:			
(A+B) Commandes totales accumulées:			

**RAPPORT NIL:** Nous n'avons pas fait d'affaires avec le gouvernement fédéral pour cette période. [    ]

Établi par: \_\_\_\_\_

NOM: \_\_\_\_\_

Téléphone.: \_\_\_\_\_

Pour la signature de \_\_\_\_\_ DATE: \_\_\_\_\_

## ANNEXE D

### EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
  - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
  - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
  - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
  - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
  - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
  - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.



Solicitation No. - N° de l'invitation  
W168A-16KM13/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W168A16KM13

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
wpg-6-39259

Buyer ID - Id de l'acheteur  
wpg010  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## **ANNEXE E de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES**

### **INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE**

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)